

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 20 novembre 2023 - 1 €

N° 58

Essoufflement

Le président de la République se démène actuellement beaucoup, tant en France qu'à l'étranger. Mais cela ne peut cacher sa double impuissance, en interne parce qu'il n'a pas les leviers pour agir depuis qu'il est privé de majorité absolue à l'Assemblée – d'où l'usage répété du 49-3 pour faire adopter les textes sans vote – et en externe puisqu'il n'a aucune prise sur les événements du Proche-Orient. On se trouve donc obligé de constater un essoufflement de son action politique, noté jusqu'à l'intérieur de son propre camp ; les critiques s'y manifestent d'autant plus que les tractations avec la droite sur l'immigration ne sont pas toujours très lisibles.

Très habile pour lancer des manœuvres sans grand lendemain comme le Grand Débat national de 2019 destiné à contrecarrer les Giles jaunes, Emmanuel Macron pensait avoir trouvé une nouvelle martingale avec des rencontres directes et sans micro avec les chefs de parti à Saint-Denis. Mais ce format de discussion destiné à montrer sa quête d'unité et de consensus semble avoir vécu, puisque la deuxième édition, le 17 novembre, n'a abouti à rien et qu'avaient refusé d'y participer La France insoumise, le Parti socialiste et Les Républicains. Certains ont pu considérer que Jordan Bardella en ressortait vainqueur en tant que grand opposant au chef de l'État. On y a juste appris



que le référendum envisagé sur l'immigration n'aurait pas lieu, ce qui a grandement satisfait les Verts.

Plus personne n'attend grand-chose du président, pour le moment. Une sorte de découragement s'est emparé de la classe politique, qui se sent désemparée. Pourtant, on ne peut pas dire que le pays connaisse actuellement de graves tensions, malgré les divisions communautaires nées des actions du Hamas contre Israël et de leur utilisation par certains. Le peu d'intérêt porté actuellement à la situation en Ukraine témoigne aussi de ce désenchantement.

Cet engourdissement propre à l'hiver qui se dessine et qui ne disparaîtra peut-être qu'avec la fête et les ventes de Noël devient d'ailleurs propice à une certaine somnolence, pour ne pas dire inconscience. Alors que de plus en plus de Français connaissent des difficultés dans la vie quotidienne et que les organisations caritatives sont contraintes de réduire leurs aides, une sorte de repli sur soi semble en train de s'opérer.

Assez curieusement, mais il ne s'agit sans doute pas d'une simple coïncidence, le pays semble aussi se replier sur lui-même, faute de moyens et d'une véri-

table volonté politique. À l'absence déjà notée de la France dans ce qui se passe au Proche-Orient et en Ukraine s'ajoute sa marginalisation, même relative, en Afrique noire. Quant au sommet entre les présidents américain et chinois qui s'est tenu à San Francisco, il illustre aussi le retrait international de la France.

Jean-Gabriel Delacour

SOMMAIRE

P. 1 : Essoufflement. P. 2 : Pauvreté. – France-Suisse. P. 3 : Lectures. P. 4 : Pacifique. – Greta. P. 6 : Hommage à Maurice Barrès. P. 8 : Théâtre.

■ **Justice** : Le procureur général Rémy Heitz a requis, le 15 novembre devant la Cour de Justice de la République, un an de prison avec sursis contre le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti pour « prise illégale d'intérêt ». Il est reproché au ministre par les magistrats d'avoir continué sa guerre professionnelle contre certains juges après sa nomination.

■ **Fait divers** : Joël Guerriau, sénateur « Horizon » de Loire-Atlantique, a été mis en examen vendredi 17 novembre à Paris. La députée MoDem Sandrine Josso l'accuse de l'avoir droguée avec de l'ecstasy en vue d'une agression sexuelle.

■ **Électricité** : Le gouvernement et EDF se sont mis d'accord sur le prix auquel le producteur renationalisé doit fournir notamment ses principaux concurrents. Ce prix était de 42 euros le mégawattheure et devrait passer à environ 70 euros le MWh alors qu'EDF souhaitait 100 euros pour financer les 25 milliards d'investissements auxquels elle va devoir faire face chaque année pour construire de nouvelles centrales, et sa dette de quelque 65 milliards d'euros.

Politique : Le président Macron, qui avait invité les chefs de parti et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat à Saint-Denis, à une rencontre à la Maison d'éducation de la Légion d'Honneur de Saint-Denis le 30 août, avait renouvelé cette invitation au même endroit pour le 17 novembre. Onze invités sur quatorze ont participé à la réunion qui a duré dix heures, les représentants

Pauvreté

Tandis que l'inflation continue de ronger le pouvoir d'achat des plus modestes, la pauvreté s'aggrave en France selon le dernier rapport du Secours catholique.

En 2006, Nicolas Sarkozy, alors candidat à la présidence de la République, avait promis qu'il y aurait « zéro SDF » dans les rues en 2008. Le 31 décembre 2017, Emmanuel Macron avait annoncé qu'on ne verrait plus personne dans la rue à la fin de son quinquennat...

Il y eut des gouvernements de droite et d'autres de gauche puis des ministres totalement dévoués à Emmanuel Macron jusqu'en 2022 – et la pauvreté a continué de s'aggraver dans notre pays. C'est ce que montre le rapport du Secours catholique récemment publié et les autres organisations humanitaires confirmeront certainement ce triste constat. Entre 2016 et 2021, plus de 600 000 personnes sont tombées dans la pauvreté, et parmi elles les femmes comptent pour plus de la moitié. Au total, on recense 9,1 millions de pauvres et l'évolution de la situation économique fait craindre une hausse de ce chiffre l'an prochain.

Les causes de cette pauvreté massive sont bien connues : les bas salaires ne sont pas indexés sur l'inflation, sauf le Smic, et la hausse des prix de l'énergie (+ 5,2 %) et de l'alimentation (+7,8 %) vient encore réduire le trop faible pouvoir d'achat. Le gouvernement entretenait l'espoir d'une embellie grâce à de meilleures perspectives sur

le front de l'emploi mais le chômage est reparti à la hausse en raison de l'augmentation des taux d'intérêt décidée par la Banque centrale européenne.

Plus que les autres Français, les ménages sont pris dans une tenaille : les prix continueront d'augmenter ou se stabiliseront à un niveau élevé alors qu'il est encore plus difficile de trouver un emploi. S'y ajoute la grave crise qui touche le logement.

En septembre, le gouvernement a annoncé un plan de lutte contre la pauvreté qui vise notamment la protection de l'enfance et la lutte contre l'exclusion. Le problème central des salaires reste posé mais il apparaît qu'en ce domaine, le ministre de l'Économie n'a pas de solutions crédibles.

Claudine Uzerche

France-Suisse

On n'a pas très bien compris ce qu'Emmanuel Macron est allé faire en Suisse les 15 et 16 novembre. Bien sûr, il aura parlé de l'Europe et, à défaut de convaincre ses interlocuteurs d'intégrer la grande machinerie de l'Union, il les aura poussés à accélérer les négociations suspendues depuis mai 2021, jetant au passage un truisme selon lequel « l'Europe ne s'arrête pas à l'Union européenne ». Bien sûr, il aura abordé les relations transfrontalières, vitales pour les quelque 200 000 Français allant travailler en Suisse chaque jour. Bien sûr, il y aura eu l'inévitable visite au CERN de Genève, le grand centre de physique des particules. Mais la presse française,

qui n'a guère relevé que le président s'était contenté, outre Berne, de la partie francophone de la Confédération, ne semble pas avoir retenu grand-chose de ce déplacement, à part le nouvel ensemble Vuitton de son épouse, sa robe bleue, ses « bijoux scintillants » et ses « jambes fuselées ». On ne sait même pas s'il a été question de l'approvisionnement électrique de la Suisse, délicat en hiver lorsque les barrages ne produisent plus beaucoup.

En fait, on peut regretter que le président français ne se soit pas penché sur cette démocratie directe qui permet au peuple d'intervenir à tout moment dans la politique, pour réécrire la règle du jeu si celle-ci semble inadaptée. En Suisse, le peuple est réellement souverain : il co-écrit les lois et peut même s'opposer à celles forgées dans les assemblées. Du coup, aussi bien les élus que l'administration tiennent compte de ce pouvoir détenu par les électeurs, au triple niveau communal, cantonal et fédéral. Là, on pratique réellement le référendum, que ce soit pour porter l'âge de la retraite à 65 ans, pour intégrer l'Espace économique européen, pour allonger une ligne de tram ou pour construire des minarets. À tout moment, le peuple peut défaire une loi, un taux d'imposition fiscal et même un accord international.

Par ailleurs, au-delà des mythes bancaires, le point fort de l'économie repose sur le pragmatisme de tous ses acteurs, depuis le chef d'entreprise jusqu'à l'apprenti en formation, en passant par le représentant syndical attaché au respect de sa convention collective du travail. Surtout, la Suisse a



PRIX 30 MILLIONS D'AMIS

À la vie, à la mort

Une annonce dans un journal local et l'existence de Cédric Sapin-Defour est bouleversée. Douze petits bouviers bernois sont à adopter. L'un d'eux va devenir son chien. Un vrai coup de foudre. Passionné de montage (les Alpes sont son terrain d'aventures), il le nomme Ubac. Promenades dans la nature, nourriture, soins réciproques, maladie... l'auteur témoigne de treize années d'amour et de complicité jusqu'à ce que la mort les sépare. Après il reste les souvenirs : sa fougue, son odeur...

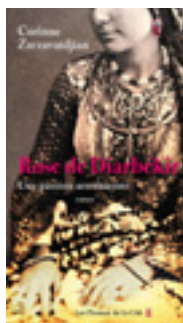
L'humain et l'animal ne parlent pas la même langue, ils n'ont pas la même espérance de vie mais un lien fort et indéfectible les unit. Ce livre émouvant a reçu le prix littéraire décerné par la Fondation

« Son odeur après la pluie », Cédric Sapin-Defour, Stock, 286 p., 20,90 €.

ROMAN

La troupe de théâtre

Alors qu'aujourd'hui encore, les Arméniens se battent pour leur survie, l'actrice Corinne Zarzavatdjian revient sur l'histoire de ses aïeux à travers le portrait d'une jeune héroïne. Diarbékirkir, 1893. Passionnée par le théâtre classique,



Rose Hagopian, dix-sept ans, rêve de devenir comédienne et quitte son village natal. La chance lui sourit. À Constantinople, elle réussit à intégrer la troupe de Sarah Bernhardt en tournée dans la région.

Mais, derrière le bonheur et les applaudissements, une autre réalité se cache, plus tragique, celle des massacres perpétrés par le « sultan rouge ». À elle de choisir entre le théâtre et la résistance.

« Rose de Diarbékirkir », Corinne Zarzavatdjian, Les Presses de la Cité, 368 p., 22,90 €.

JEUNESSE

Un livre, c'est quoi ?

Cet album animé par de joyeux personnages raconte l'histoire du livre, des tablettes des anciens Égyptiens aux tablettes numériques, en passant par les moines copistes et l'Encyclopédie de D'Alembert et Diderot. Les différentes étapes sont présentées : sa création (de l'écriture à l'impression), la mise en page, le rôle de l'éditeur...

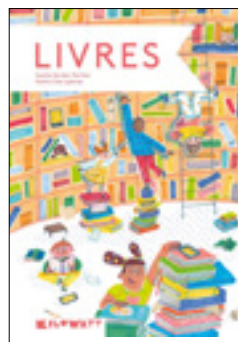
Le livre, c'est un ami pour la vie. Pour les 6 à 10 ans.

« Livres », album de Sophie Bordet-Petillon (texte) et Noelia Diaz Iglesias, Kilowatt, 32 p., 14,50 €.

REVUES

Notre terre

L'accès à la terre et à ses ressources a toujours été un



enjeu social et politique, démontre la revue L'Histoire. Déjà, à Rome, les Gracques, tribuns de la plèbe, réclamaient le partage des domaines agricoles, propriétés des patriciens. Toutes les révolutions se sont accompagnées d'une réforme agraire. De nos jours, des pays d'Amérique latine ont entamé une restructuration foncière avec des résultats pas forcément à la hauteur des espérances.

Autres sujets traités : Maurice Barrès, la malédiction du loup-garou, le pouvoir des épées au Moyen Âge...

« À qui appartient la terre », L'Histoire, novembre 2023, 6,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

1 000 raisons de croire

C'est le plus gros lancement commercial de l'année en matière de presse magazine, un tirage de 130 000 exemplaires, avec publicités au dos des kiosques et sur les grands panneaux d'affichage : une étonnante revue chrétienne lancée de manière totalement indépendante par le polytechnicien Olivier Bonnassies, deux ans après son best-seller mondial (*Dieu et la science*, écrit avec Michel-Yves Boloré).

Il s'agit pour lui d'aller à la rencontre des incroyants – et des croyants des autres religions – en engageant le débat sur les bases les plus



rationnelles possibles. Mais la psychologie, les témoignages, les différents arts sont également convoqués pour faire de ce magazine un signe attrayant et moderne de la présence d'un Dieu accessible à tous, même dans notre monde désenchanté. Cela peut-il fonctionner ? Tentez l'expérience.

« 1 000 raisons de croire », octobre-novembre 2023, 4,90 €. En kiosque. Abonnement = 19 €.

Frédéric AIMARD

Joël BROQUET,
président délégué du Carrefour des
Acteurs Sociaux (France),
les membres du
Conseil d'Administration,
et le Magistère Banque, Finance,
Assurance de l'Université
Paris Dauphine - PSL

vous invitent à la conférence de

M. Bernard FONTANA
président du Directoire
et CEO de Framatome

Sur le thème
Une industrie
souveraine
engagée au service
de la relance
du nucléaire face
au défi climatique

Mercredi 22 novembre 2023
à 18 heures
Université Paris Dauphine - PSL
Amphithéâtre 1
Place du Maréchal de Lattre de
Tassigny,
75016 Paris

Inscription préalable
nécessaire :

https://forms.office.com/pages/responsepage.aspx?id=3sTngck-mMUWwdrCOLXWwboQC-M9GtNwdJjT5cbuJWY_hUNkIWQIVD-NUZVMzc2SjBFOTFHWFMtkVKMy4u

de LFI du PS et de LR ayant décliné l'invitation. La question d'un élargissement des possibilités de référendum a notamment été débattue.

■ **Ferroviaire :** Sous pression des marchés après publication du montant de sa dette (2 milliards d'euros) le 4 octobre (le cours de son action avait baissé de 37 %), Alstom a annoncé le 14 novembre vouloir passer de 70 000 employés dans le monde à 55 000 et céder plusieurs actifs (entre 500 millions). Les commerciaux et les administratifs seront les plus touchés. Les carnets de commandes sont pourtant au plus haut.

■ **Mer :** Pour la deuxième année consécutive, Thomas Ruyant et Morgan Lagravière, après 11 jours, 21 heures et 32 minutes à bord de l'Imoca « For People », sont arrivés premiers à Fort-de-France, en Martinique, le 19 novembre 2023, remportant ainsi la 16^e édition de la Transat Jacques Vabre dans cette catégorie monocoque.

■ **Histoire :** Un bicorne de Napoléon a été vendu aux enchères 1,932 million d'euros à Fontainebleau le 19 novembre.

■ **Culture :** À l'appel de 500 artistes, un peu plus de 3 000 personnes ont marché en silence pour la paix entre Israéliens et Palestiniens le 19 novembre à Paris, entre l'Institut du monde arabe et les Arts et Métiers en passant devant le musée d'art et d'histoire du judaïsme.

Neige : Les stations de sports d'hiver de Tignes et du Val Thorens en Savoie ont ouvert quelques pistes de ski le 18 novembre.

su aller chercher ses clients dans toute la planète en vendant des produits de qualité. Voilà comment l'industrie représente 24 % du produit intérieur brut, contre moins de 17 % en France, où elle a diminué de moitié en cinquante ans.

Un maître mot peut résumer ce voisin, dont les Français n'ont guère entendu parler que lors de la campagne européenne pour le traité de Maastricht en 1992 : la subsidiarité. Il s'agit de laisser à chaque niveau de l'organisation du pays le soin de réaliser ses objectifs. En d'autres termes, tout ce que je peux faire moi-même, je le fais et c'est uniquement ce que je ne peux pas que je confie au pouvoir supérieur. On se trouve évidemment très loin des traditions centralisatrices françaises.

Jean Ètèvenaux

Pacifique

Le sommet de San Francisco du 12 au 17 novembre a rassemblé les vingt-et-un membres de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) qui regroupe le tiers de la population mondiale, 60 % du PIB et 47 % du commerce international entre les deux rives du Pacifique. Donc hors Inde, Afrique, Moyen-Orient et Europe, si l'on n'y inclut pas la Russie (représentée par un vice-premier ministre) : cinq États américains (Canada, États-Unis, Mexique, Pérou et Chili), trois chinois (Chine continentale, Hong Kong et Taïpei), les deux océaniens (Australie, Nouvelle-Zélande), huit États d'Asie du Sud-est, la Corée et le Japon. Il est assez rare que tous ces pays si divers

et parfois opposés forment société, ce qui vaut pourtant depuis 30 ans. Pourquoi ? Parce qu'ils sont mus par un intérêt commun : le commerce, et plus particulièrement les chaînes de valeur, c'est-à-dire l'intégration de leurs processus de production. La politique est largement tenue à l'écart des discussions. Cette occurrence ne dérogea pas à la règle. La Russie était là ; Hong Kong n'était pas représenté par son ministre en chef qui fait l'objet de sanctions américaines après la reprise en mains autoritaire par Pékin mais par un responsable financier. Pour Taïpeh (et non Taïwan) siégeait le patron des industries de semi-conducteurs. Taïwan est de toute manière en campagne électorale jusqu'au 15 janvier. Ni l'Ukraine, ni le conflit à Gaza, trop lointains, n'ont interféré dans les débats.

Le sommet sino-américain en marge de la conférence était le plat de résistance. L'enjeu cependant n'était pas que stratégique. Dans un an, un président américain sera élu : selon toute vraisemblance Biden ou Trump. La campagne au long de l'année 2024 opposera deux versions, la plus dure ou celle jugée plus faible, de la rivalité entre Washington et Pékin. Biden s'est bien gardé de revenir sur les mesures prises par l'administration Trump pour réduire le déficit commercial vis-à-vis de la Chine. Il a évité de rentrer dans de nouveaux accords de libre-échange dénoncés par Trump, comme le fameux TPP (Trans Pacific Partnership) qui ne compte plus que onze États (auxquels s'est joint le Royaume-Uni en juillet dernier). En marge de l'APEC, il a lancé en 2022 une initia-

tive dite IPEF (Indo Pacific Economic Framework) cette fois avec l'Inde, déclinée sous la forme de quatre « piliers » afin de mieux réguler l'économie par rapport à l'environnement et à la corruption, réorganiser les chaînes de valeur autour des « pays amis », au moins en ce qui concerne les biens essentiels (« de-risking ») et réviser les règles commerciales communes.

La popularité de Trump vient entre autres de son rejet de la mondialisation et de la désindustrialisation de l'ère Clinton. Pour 2024, Trump se présente avec un programme protectionniste conséquent qui ne sera certainement pas du goût de Xi Jinping alors que l'économie chinoise traverse une crise de croissance. Le « dictateur » est venu à San Francisco parce qu'il craint par-dessus tout une guerre commerciale. Il a plaidé l'indulgence dans l'application des sanctions américaines à l'égard de son pays, sa dernière chance peut-être d'amadouer l'Amérique avant le retour de Trump.

Dominique Decherf

Greta

La gamine aux tresses qui, il y a cinq ans, faisait la leçon au monde entier et se prenait d'autant plus au sérieux que les puissants semblaient lui accorder de l'attention et qu'elle était invitée à s'exprimer partout est en train de changer de niveau. Elle a déjà connu des ennuis avec la justice et la police, y compris dans son pays. Il faut dire qu'elle se radicalise de plus en plus, comme on l'avait déjà vu en juin lors de son soutien aux Soulèvements de la terre.

Cette fois, elle se mêle directement de politique internationale : le 12 novembre à Amsterdam, elle a appelé à un « cessez-le-feu maintenant » au Proche-Orient lors d'une marche pour l'environnement rassemblant quelque 70 000 participants. À l'origine, il s'agissait de réclamer davantage d'attention aux autorités néerlandaises, cela prenant un relief particulier à 10 jours des élections anticipées aux Pays-Bas.

Elle a débordé de son champ d'action habituel en proclamant, keffieh palestinien autour du cou : « En tant que mouvement pour la justice climatique, nous devons écouter les voix de ceux qui sont opprimés et de ceux qui luttent pour la liberté et la justice ». Elle a été alors interrompue par un homme qui a tenté de lui arracher le micro en expliquant : « *Je suis venu pour une manifestation sur le climat, pas pour un point de vue politique* ».

La manifestation réunissait Extinction Rebellion, Oxfam, Greenpeace et Fridays for Future. Cette dernière organisation, dont on peut transcrire l'intitulé par « *la grève scolaire pour le climat* » ou « *l'école buissonnière pour le climat* », a été lancée par Greta Thunberg en 2018 pour inciter les jeunes à quitter leurs établissements d'enseignement le vendredi, voire le jeudi, pour des manifestations contre le réchauffement climatique. Du coup, la section allemande de Fridays for future s'est désolidarisée de la jeune activiste suédoise en regrettant qu'elle ne dise rien sur les victimes du Hamas.

Précis

■ **Mali** : Le 14 novembre, les FaMa (Forces armées maliennes), soutenues par la milice russe Wagner, ont pris le contrôle de la ville de Kidal qui, dans le nord du pays, était administrée par les rebelles touaregs depuis 11 ans, avec une présence de la Mission de l'Onu au Mali (Minusma) jusqu'en octobre dernier.

■ **Pacifique** : Le président chinois Xi Jinping a été accueilli près de San Francisco, le 15 novembre, par le président Joe Biden à l'occasion du sommet de l'Apec qui réunissait 21 chefs d'État et de gouvernement de la zone Pacifique jusqu'au 17 novembre.

■ **Espagne** : Plusieurs dizaines (ou centaines selon les sources) de milliers d'Espagnols de droite ont à nouveau manifesté le 18 novembre contre les promesses d'amnistie des indépendantistes catalans, qui ont permis au Premier ministre socialiste Pedro Sanchez de prêter serment devant le roi Felipe VI, le 17 novembre, au lendemain de son investiture par 179 députés de Congrès des députés.

■ **Portugal** : Le 17 novembre, l'agence de notation Moody's a relevé la note de l'économie portugaise de Baa2 à A3, grâce à un objectif de dette de 98,9 % du PIB en 2024 (103 % en 2023, mais avec un excédent public de 0,8 % du PIB) et malgré les inquiétudes politiques causées par la démission du Premier ministre Antonio Costa le 7 novembre, à cause d'une enquête sur une affaire de corruption visant son chef de cabinet.

■ **Italie** : Le 17 novembre, l'agence de notation Moody's a maintenu la note Baa2 de l'Italie dont la dette représente environ 141 % du PIB.

■ **Allemagne** : Le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe, plus haute juridiction allemande, a jugé que la réaffectation par le gouvernement d'une enveloppe de 60 milliards d'euros, prévue dans le cadre des mesures post-covid, vers la transition écologique, n'était pas conforme à l'orthodoxie budgétaire. La haute juridiction a rappelé que les nouveaux emprunts publics devaient être limités à 0,35 % du PIB par an et doivent toujours respecter leur affectation telle qu'elle a été votée.

■ **Agriculture** : La Commission européenne a fait savoir le 16 novembre que l'herbicide glyphosate Roundup restera utilisable par les agriculteurs jusqu'en décembre 2033. La proposition pour le supprimer dès 2024 n'a en effet pas été approuvée par la majorité qualifiée de 15 États sur 27 représentant au moins 65 % de la population. La France s'est abstenue, tout comme l'Italie.

■ **Informatique** : L'un des fondateurs de l'entreprise OpenAI, qui a créé le logiciel d'intelligence artificielle ChatGPT, Sam Altman, 38 ans, a été licencié par son Conseil d'administration le 17 novembre.

■ **Guyana** : Le Guyana conteste devant la Cour internationale de justice (CIJ) le projet d'annexion par le Venezuela de l'Essequibo, région représentant les deux tiers de son territoire

et regorgeant de pétrole (10 milliards de barils estimés). Caracas prépare l'organisation d'un référendum visant à revenir sur un traité de 1899 fixant la frontière entre les deux pays.

■ **Mer** : Le 19 novembre des Houthis auraient pris le contrôle d'un navire commercial en mer Rouge au large du Yémen et l'aurait conduit dans le port de Hodeida. Ils ont affirmé que ce navire était israélien mais pour les Israéliens il s'agit d'un navire appartenant à une société britannique et exploité par une société japonaise avec, à son bord, 25 membres d'équipage de diverses nationalités dont aucun Israélien.

■ **Israël** : Le 20 novembre, un accord sur la libération de plusieurs dizaines d'otages israéliens du Hamas semblait proche selon des sources qataries. Le 19, 31 bébés en couveuses ont pu être évacués de l'hôpital al-Chifa de Gaza et 291 malades étaient en voie de l'être.

■ **Argentine** : Au deuxième tour de l'élection présidentielle, le 19 novembre, le ministre de l'Économie, Sergio Massa, centriste, a été battu par l'ultra-libéral et anti-système Javier Milei qui a recueilli plus de 55 % des suffrages.

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
Imprimé par nos soins.

Hommage à Maurice

Maurice Barrès est mort le 4 décembre 1923. Si l'on compare avec la foule immense rassemblée pour ses obsèques nationales à Notre-Dame de Paris quatre jours plus tard, ou en 1928 sur sa tombe, ou les célébrations du centenaire de sa naissance (il était né le 17 août 1862 à Charmes dans les Vosges), qui mobilisèrent le président de la République, le Premier ministre et le ministre de la Culture d'alors (qui n'étaient pas n'importe qui !), les célébrations prévues pour ce 2 décembre 2023 paraissent bien modestes. Nancy – où il fut député – et Neuilly – où il résida si longtemps – n'ont rien voulu faire (Honte pour ces municipalités ingrates ! Voire incultes ?). C'est à Charmes, lieu de sa naissance et de sa sépulture, que les barrésiens lorrains ont dû se cantonner pour des cérémonies organisées par le Conservatoire du patrimoine local, le cercle des officiers de réserve de Nancy et le cercle des généalogistes de Charmes... Un prix Maurice Barrès sera attribué.

À Paris, la Bibliothèque Nationale de France a accueilli dans sa prestigieuse salle des conférences de la rue Vivienne un brillant colloque organisé par la Société d'histoire littéraire de la France, les 17 et 18 novembre, devant une petite centaine d'universitaires de haut niveau.

C'était bien le moins qu'on puisse attendre de la Bnf, dont le fonds Maurice Barrès, reçu en 1978 de Madame Paul Bazin, exécutrice testamentaire de Philippe Barrès (décédé en 1975), est le plus

lourd qu'elle possède (estimé à 20 tonnes). Deux tonnes peut-être ont pu être exploitées complètement par des archivistes professionnels (grâce à une subvention du Cnrs) et des chercheurs de différents horizons. C'est dire la richesse disponible de ce fonds désormais éclatés entre les livres, les estampes et photos, les manuscrits, les correspondances, les articles de presse...



De santé fragile, Barrès aurait voulu travailler 24 heures sur 24 – il harassait ses secrétaires – et sa mort prématurée l'empêcha de réaliser les grandes œuvres synthétiques qu'il avait en projet...

Que reste-t-il aujourd'hui de cette prodigieuse et si diverses activités ? Si on se place du point de vue de l'Histoire littéraire, les universitaires réunis par la société

d'Histoire littéraire de la France ne peuvent que s'émerveiller de son influence sur les plus grands écrivains et les grands politiques, de droite ou de gauche, mais aussi se désoler de sa quasi-absence des manuels scolaires et des enseignements universitaires...

Une librairie, rue Gay-Lussac dans le Quartier Latin, propose en permanence une soixantaine de titres de Barrès dans des éditions anciennes (les plus récentes remontent à un regain en Poche dans les années 1970 et 1980). Il s'en vend peu car les passionnés ont tout, souvent dans de belles éditions. Barrès a atteint des tirages phénoménaux surtout dans l'immédiate après-Première Guerre mondiale où *Colette Baudoche* ou *La Colline inspirée* se sont vendus à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. La même librairie propose également une soixantaine de livres sur ou à propos de Barrès. Il ne s'en vend jamais. Et pourtant, c'est incroyable ce que cette œuvre a pu susciter comme études et commentaires... Et cela se confirme en cette année 2023 qui a vu paraître quelques belles biographies avec, d'ailleurs, un certain succès au moins de presse...

Barrès s'était voulu poète dans sa jeunesse, s'était laissé aspirer par le journalisme par besoin alimentaire, et la politique par souci de marquer son époque et d'être utile à son pays. On lui doit l'usage encore actuel bien que dévoyé du mot « *nationalisme* ». Il fut un romancier adulé, un chroniqueur de guerre décrié (« *le rossignol du carnage* ») et porté aux nues (« *le*

Barrès

par Frédéric Aimard

Clemenceau des Lettres ») et, s'il reste accordé à la sensibilité de notre temps, c'est probablement en tant qu'écrivain voyageur, là où il laisse le plus s'épanouir son style très travaillé pour parvenir à une merveilleuse simplicité, avec ce recul du dandy qu'il n'a jamais cessé d'être, pour le plus grand agacement de certains et l'admiration de tout un public amateur d'élégance.

Alors pourquoi l'a-t-on laissé « s'éloigner » (c'est le bien plus rejeté Montherlant qui faisait ce constat dès 1927)? En cet an de grâce 2023, le prétexte est l'antisémitisme. Il est vrai que Barrès, comme tant de ses amis littérateurs de son époque s'est laissé aller à des passions mauvaises lors de l'affaire Dreyfus et que son talent de polémiste lui a fait commettre des formules impardonnables. Et pourtant Barrès n'était ni un antisémite de peau ni un antisémite d'État. Quand Dreyfus fut innocenté par la justice de son pays, Barrès su l'admettre. La suite de son œuvre le montra sentimentalement très proches des Juifs (que ce soit ceux de l'Alsace voisine de sa Lorraine, ceux de l'Empire ottoman qu'il visita à la veille de la Grande Guerre, et surtout de tous ceux qui avaient sacrifié leur vie pour la patrie française entre 1914 et 1918). Ah si seulement ce retournement avait pu être celui de toute la droite nationaliste, voire catholique ! On aurait évité quelques ignominies. En témoigne la démarche de son fils Philippe Barrès qui, dès juin 1940, su rejoindre activement le combat du très barrésien général de Gaulle.



Buste de Maurice Barrès exposé lors du colloque à la Bnf.

Rebelle à tout embrigadement – contrairement à son ami Paul Bourget (encore plus oublié !) qui s'était laissé enrôler par l'Action française lors de la fameuse « Enquête sur la Monarchie » – Barrès reste un maître de liberté intérieure. Avec le côté agaçant de celui qui ne cessera de développer une « *culture du moi* » confinant parfois à l'égotisme, mais aussi la capacité à se remettre en question et à former un jugement juste contre toute idéologie.

Il vous reste une chance de rendre hommage ou de découvrir Maurice Barrès avec les cérémo-

nies de Charmes le 2 décembre et celles qui auront lieu à Paris le 4 décembre : Messe à 12h15 à sa mémoire en la basilique Sainte-Clotilde (Paris 7e), paroisse du Parlement et, à 19h00, séance ouverte au public au Centre André-Malraux (encore un écrivain dans la filiation de Barrès !), au 112, rue de Rennes, Paris 6e, Salle Molière : Conférence sur « l'amitié » par M. Emmanuel Godo, auteur de « Maurice Barrès, le grand inconnu », Tallandier. La librairie Gay-Lussac proposera sur place un assortiment de livres de Barrès. ■



par **Guillaume d'AZÉMAR** de **FABRÈGUES**

met chacun des deux protagonistes face à lui-même à travers le miroir de l'autre. Il y a du doute, de l'intime. De l'humour. Tous les deux sortiront renforcés. Un texte travaillé, réaliste. Qui va chercher l'os du rôle de l'enseignant de sa mission, de sa place dans l'institution.

Sur scène, Kelly Rivière et Pierre Bidard déroulent une belle partition. Le lycéen sorti de l'adolescence qui entre dans la vie d'adulte, la prof qui sait que si son rôle est d'enseigner une matière à ses élèves, sa mission est de les mettre en condition pour leur vie d'adulte. Une vie où les problèmes n'ont pas forcément de solution, s'ils en ont ils en ont plusieurs, et personne ne sera là dans le rôle du cocon qui connaît la meilleure.

Le dialogue a lieu en fin de journée, ce moment particulier où on ne distingue plus les chiens des loups. La mise en scène de Philippe Baronnet crée une ambiance crépusculaire, peut-être mieux adaptée à une salle plus intimiste.

À l'arrivée, ce qui a commencé comme le dernier échange entre l'élève et la prof est devenu sa première discussion d'adulte, une discussion où les émotions ont trouvé leur place. Le spectateur sort de la salle séduit, il se souvient peut-être de celui/celle de ses profs qui a joué ce rôle de référence, qui lui a forgé son humanité autant qu'enseigné une matière. Une belle réflexion sur la mission du professeur de lycée. ■

Au théâtre de La Reine Blanche jusqu'au 2 décembre 2023. Mardi, jeudi : 18h00 ; samedi : 19h00. Durée : 1h00. Texte : Kelly Rivière. Avec : Pierre Bidard, Kelly Rivière. Mise en scène : Philippe Baronnet.

Sur la scène, les tables d'un réfectoire, pour quatre élèves, rangées pour le ménage, les chaises posées à l'envers sur leurs plateaux. Sauf la plus proche, une veste en jean sur le dossier d'une chaise, des copies. En vidéo, des interview. Des élèves, des professeurs, qui parlent de leur vie au lycée. Une grande lucidité. Madame Ogier arrive, l'allure d'un prof à qui on ne la fait pas. Elle s'assied, corrige des copies. Nathan, du fond de la salle... Voilà. Je suis venu vous dire au revoir, Madame. Ah tiens... te revoilà, toi !

Nathan a un business. Un business et un projet. Il vend des sneakers en ligne, et veut partir à Dubaï. Son business marche bien, il gagne déjà plus d'argent que son père. Pendant une heure, Nathan et Madame Ogier vont se parler. Un

dialogue à cœur, que se passe-t-il avec son père, quelles sont les codes de ce business, qu'est-ce qu'on attend des profs du lycée, à quoi sert l'institution...

Quand Nathan arrive, il est décidé, il sait. C'est Madame Ogier qui doute. Nathan est décidé, est-ce qu'il est prêt ? Est-ce qu'elle est allée au bout de sa mission ? Il pourrait repartir sans revenir, et il revient. Il a besoin qu'elle entérine son choix. Une dernière copie, une dernière note, une dernière fois. En intégrant l'intime, elle va creuser, provoquer, réfuter. Sans franchir la barrière de l'intimité. Il l'a choisie comme professeur référent, elle n'est pas pour autant un parent de substitution. S'il est prêt, elle a fait le job. Le vrai job.

Le texte de Kelly Rivière va au bout du propos, sans rien lâcher. Il